

l'a qualifiée de monumentale escroquerie. Le ministre a tenté d'aveugler les Canadiens en leur faisant croire que le gouvernement faisait face à une situation unique, nouvelle et par conséquent urgente, à laquelle il fallait remédier au moyen des mesures incluses dans son budget.

L'hon. M. Sharp: La même situation économique se retrouve, dans l'ensemble, dans le monde entier.

M. Nielsen: Le ministre dit que ce sont les conditions économiques générales à travers le monde. Le ministre se souvient aussi bien que moi qu'il l'a prévu et a fait des déclarations dans ce sens, tout comme le premier ministre (M. Pearson) depuis deux ans. Mais quand il cherche à faire croire à la Chambre et à tout le pays que c'est une situation nouvelle, c'est alors que je dis qu'il cherche à tromper la population canadienne.

L'hon. M. Sharp: Eh bien, c'est peut-être votre avis.

M. Nielsen: Il pense que les gens sont assez naïfs pour y croire. Le gouvernement va plus loin encore et diminue les prévisions budgétaires un an d'avance, puis il demande à la population de croire que tout cela permettra de réaliser des économies substantielles et réglera d'une façon ou d'une autre les problèmes économiques auxquels la population fait face.

Je me reporterai à certaines déclarations que le ministre des Finances a faites par le passé. Il nous demande de croire que c'est une situation nouvelle; que l'augmentation des impôts personnels est nécessaire parce que le pays fait face à une situation économique imprévisible. Dès le 13 octobre 1965, comme le signale le *Journal* d'Ottawa du lendemain, le premier ministre a dit à Orillia: ... les problèmes économiques comme l'inflation exigeraient une intervention énergique d'un gouvernement central fort.

Bien sûr, monsieur l'Orateur, c'était en temps de campagne électorale.

Chaque fois qu'il y a une expansion importante de l'économie, la menace d'une inflation grave est inévitable. Il faut prendre des mesures, des mesures courageuses et décisives pour nous préserver de l'inflation, sinon les avantages de la vague de prospérité seraient anéantis.

Le premier ministre, prenant la parole à un déjeuner électoral du parti libéral le 21 septembre 1965 à Ottawa, disait ceci:

Nous mettons au point de nouveaux programmes pour nous assurer que non seulement la croissance se poursuivra mais que ses avantages seront ressentis par tous les Canadiens, et que les dangers de poussées inflationnistes et de hausses des coûts qui accompagnent toute grande expansion seront contenus...

[M. Nielsen.]

Notre objectif est de mettre en œuvre dès le 1^{er} juillet 1967, jour du centenaire de notre Confédération, un programme complet d'assurance frais médicaux.

Voilà pour la campagne, monsieur l'Orateur. Comme nous le savons tous, le projet d'assurance frais médicaux est devenu loi. La mesure a été adoptée par le Parlement et la date d'entrée en vigueur fixée au 1^{er} juillet 1967. On aurait pu y faire honneur n'eût été des poussées inflationnistes croissantes qui ont forcé le gouvernement à l'ajourner. Le gouvernement soutient aujourd'hui qu'il n'y aura pas d'autres retards. Le président du Conseil privé (M. Gordon) l'a dit dans un récent discours prononcé à Toronto:

Nous aurons l'assurance frais médicaux d'ici le 1^{er} juillet 1968, et il n'y a pas de *si ni de mais*.

Voilà, monsieur l'Orateur. Le gouvernement prend une position absolument catégorique. Connaissant parfaitement la gravité de la situation financière dont il est responsable, il essaie d'en rejeter le blâme sur les provinces. Il a été dans le trou, comme on dit ici, plus souvent qu'un fossoyeur. Il a le rare talent de prendre des décisions rapides qui mènent le pays à la faillite. Il savait déjà, en 1965, que des problèmes financiers s'annonçaient.

Comment le gouvernement a-t-il abordé ces problèmes? Quels projets a-t-il élaborés? Quel ordre de priorités aurait-il dû établir dans les dépenses? Comment savoir s'il a songé à des moyens de remédier à la grave crise du logement que nous traversons et que le Conseil économique avait prévue? Si l'on devait tirer quelque espoir des documents de travail mis à la disposition des députés aujourd'hui, à l'ouverture de la conférence fédérale-provinciale, il n'y a pas lieu de prévoir que ces discussions permettront de trouver une solution.

Que dire de l'augmentation astronomique du coût de la vie, monsieur l'Orateur? Rappelez-vous la publicité du gouvernement pendant la campagne de 1965? Les libéraux, selon leur propagande, avaient la réponse à toutes les questions. Où sont ces réponses? A vrai dire, je crois que le gouvernement trouve des difficultés à chaque solution. Je le répète une fois encore, chaque fois qu'un problème se présente, on nous dit qu'une étude sera faite, qu'un document sur la question est en cours de préparation, que le problème sera étudié en temps opportun—c'est un gouvernement du «temps opportun»—ou que les groupes d'experts examineront l'affaire. Ceux qui façonnent l'image du gouvernement s'efforcent de créer dans l'esprit des gens l'idée que tous ces ennemis du peuple—l'inflation, la vie chère, le manque de